

Ranovona ANDRIAMARO

Maître de Conférences,
Département de Sociologie,
Université d'Antananarivo, Madagascar

La participation sociale et la sociologie

La participation sociale est un concept clé dans ce que l'on appelle actuellement la bonne gouvernance. Si la bonne gouvernance est inséparable de la mise en œuvre du processus démocratique dans un pays donné, on doit également admettre que la participation sociale des membres d'une communauté donnée est à la fois le moyen et la fin d'un tel processus à la base de la modernisation économique et de l'équité sociale.

Au niveau de la sociologie, une réflexion plus approfondie actuellement sur la réalité de ce concept dans un pays comme Madagascar, est à la fois d'actualité et fondamentale. Fondamentale parce que la sociologie est une discipline qui s'intéresse autant à la désintégration sociale qu'à l'intégration sociale. Faut-il rappeler que la sociologie à maintes reprises a souligné l'importance de cette intégration sociale lorsqu'il s'agit de réussir par exemple une politique sociale ou une politique économique. Aussi n'est-il pas superflu à Madagascar de réfléchir sur la relation entre l'implication de la communauté locale et la réalité socio économique actuelle.

Le moins que l'on puisse dire c'est que les différentes disciplines des sciences sociales devraient être interpellées sur la dynamique de cette participation sociale à une période où apparemment il est difficile de faire fi des avancées des principes démocratiques dans les relations entre les différents acteurs sociaux dans la société et des difficultés à sortir d'une situation de pauvreté.

Notre idée est simple : les acteurs sociaux normalement concernés par la participation sociale dans la société politique actuelle ne se sont pas donnés les moyens de faciliter ce processus démocratique, dans la mesure où il est rarement question de débats relatifs à des alternatives possibles quant à l'avenir de la société. La conséquence est facile à imaginer : il y a une forte dépendance à l'égard des idées en provenance de l'extérieur, à tel point qu'avec le temps et les emprises des idées nouvelles et changeantes, il y a de moins en moins de place à des solutions originales émergeant d'une réflexion approfondie sur la réalité existante. Ce qui revient à dire tout simplement qu'il n'y a point de réflexions ou d'idées suffisamment originales, pour intéresser la société sur son avenir.

La Société Civile et les Organisations Non Gouvernementales

Certes, la Société Civile n'est pas facile à définir et il n'est pas toujours facile d'en définir les frontières. En réalité, ce n'est à la limite point une urgence. Ce qui prime c'est plutôt la dynamique politique dans laquelle face au pouvoir en place, il existe un interlocuteur capable d'interpeller et de susciter des débats. Etant entendu que ces débats n'ont pas forcément lieu sur la place publique, ou bien à des moments où les conflits sociaux sont proches de l'irréversible ou du point de non-retour.

A Madagascar, cette Société Civile a été active et surtout présente à des moments cruciaux de l'histoire du pays. En Mai 1972, elle a remis en question la politique oppressive néocoloniale à travers une lecture marxiste et gauchisante de la situation. En Mai 1991, c'est le socialisme qui a été remise en question au nom d'un libéralisme à la mode. En Mai 2002, la mise en place d'une économie libérale allait être rectifiée au nom de certains principes fondamentaux non respectés de la démocratie.

Ce rappel très rapide de certaines dates de l'histoire sociale du pays nous amène à souligner les points suivants :

- la Société Civile à Madagascar n'est point en reste lorsqu'il s'agit de faire valoir à certains moments donnés des idées à la mode. A la fin des années 70, le socialisme était à la mode. A la fin des années 80, il était question partout dans le monde de vanter les mérites de l'économie de marché. A la fin des années 90, la bonne gouvernance et la démocratie ne pouvaient être ignorées par tous ceux qui s'intéressent à la vie collective.
- Il reste à savoir si cette remise en question est le prolongement d'un mimétisme très répandu dans les sociétés du tiers monde, ou bien si elle est l'œuvre d'une élite de la population au fait des idées novatrices et capables de mobiliser la population au point de fragiliser à chaque fois le pouvoir existant.
- Il est étonnant que pendant les périodes de relative accalmie on vit dans un climat où apparemment les idées et les projets en provenance des nationaux semblent désertier la place publique, et céder la place aux idées de tous ceux que l'on appelle généralement les bailleurs de fonds. A tel point qu'avec les années, on a l'impression que ce sont ces derniers qui font la pluie et le mauvais temps. Ou du moins, certains comportements de nos responsables laissent entendre que notre salut vient tout simplement de l'argent extérieur.

Quoiqu'il en soit, ce que nous tenons à souligner c'est justement l'insuffisance de débats qui explique un manque de référence ou de vision nationale. En fait, référence et vision sont les produits d'une dynamique sociale et non point l'œuvre d'un seul individu, à moins qu'il s'agisse un génie politique.

Comment se fait-il qu'à Madagascar les conditions ne soient pas remplies pour que s'instaurent des débats autour d'alternatives possibles concernant les différents compartiments de la vie socio économique du pays.

La genèse et la jeunesse des ONGs et des associations à Madagascar

Il y a beaucoup d'associations et d'ONGs à Madagascar. Quantitativement parlant, le pays est riche en Organisations Non Gouvernementales. Il faut également reconnaître qu'à travers la création d'associations diverses, apparemment la Société Civile est à l'écoute de toutes les idées actuelles susceptibles de peaufiner le bien-être social ou l'équité sociale.

Il y a des associations qui s'occupent de la question du genre et de développement, des difficiles mises en application des droits de l'homme, de la nécessité de dresser toutes les mesures préventives pour endiguer le SIDA... :

A voir les domaines qui sont touchés par les associations diverses, il est permis de parler de dynamisme de certains éléments de la Société Civile, et de la capacité de leurs fondateurs constamment au parfum des idées à la mode en matière de développement. Ce qui en soi n'est point négatif.

Mais la question est de savoir si toutes ces actions contribuent réellement à rehausser l'intérêt et l'implication de la population à rechercher des solutions aux problèmes suscités par la réalité socio économique actuelle, et notamment les manifestations diverses du phénomène de pauvreté.

Il faut reconnaître que, en dépit du nombre d'associations, il n'est pas sûr, compte tenu de leur relative jeunesse, que les actions qu'elles développent concordent toujours bien à leur mission. Par définition, une association réunit des gens qui ont la volonté de se rendre utile dans un domaine donné compte tenu des difficultés que l'on rencontre dans ce domaine.

Exemple, on s'intéresse au droit de l'homme parce qu'effectivement la connaissance du droit et le respect du droit sont essentiels à l'avènement d'une société politique respectueuse de la liberté de l'individu et de son statut de citoyen au sein de la communauté. Ce n'est pas le principe en tant que tel qui est fondamental mais plutôt le

travail et les actions indépendamment d'une assistance extérieure et au vu d'objectif clairement définis.

Or, c'est plutôt l'inverse qui caractérise la genèse de la Société Civile en général et des associations ou ONGs en particulier. Il y a un programme ou un projet formaté de l'extérieur, ce projet évidemment a besoin de partenaire au niveau national, et c'est ce besoin de partenariat facilité par des propositions de financement qui justifie la création d'associations se spécialisant presque accidentellement dans le domaine.

Ce qui est intéressant à souligner ici c'est un malentendu qui évidemment ne gêne pas le partenaire extérieur, mais qui n'a aucun effet ni impact sur la réalité nationale puisqu'il y a rarement capitalisation d'une expérience donnée par les acteurs nationaux. Là où il n'y a pas de capitalisation il ne peut évidemment se développer une intelligence collective capable de solutionner, de créer, d'innover, et de s'enrichir au contact des autres.

La question est de savoir pourquoi un enrichissement en terme de capacités est difficilement envisageable, et pourquoi un risque de dégradation des capacités collectives à s'affranchir d'une situation de pauvreté devenue de plus en plus alarmante est de plus en plus probable.

Une interprétation rapide d'un fait aussi simple dans la réalité socio économique nationale.

Nous avons pris volontairement le cas des associations et ONGs de la Société Civile pour deux raisons très simples :

1- Il ne peut y avoir développement politique allant dans le sens tout simplement de plus de liberté individuelle et d'utilisation optimum des capacités ressources propres à chaque individu et à chaque communauté si les éléments de la Société Civile ne jouent de manière efficace le rôle qui leur est dévolu. D'autant plus que, en dépit du nombre de partis politiques à Madagascar, ces derniers ont été toujours absents au moment où de nouvelles orientations doivent être mises en œuvre.

En 1972, il n'était pas question d'un coup d'Etat, comme c'est le cas dans d'autres pays africains. L'armée a pris le pouvoir, parce qu'aucun parti politique n'était suffisamment crédible pour en assumer la responsabilité. Après 1991, les déboires internes des responsables politiques reflètent encore une fois l'incapacité de ces derniers à prendre la relève une fois que la population a été mobilisée sur la mythique place du 13 Mai.

De même, les événements de 2002 ont concrétisé la réalité de la marginalisation des partis politiques traditionnels au profit d'une personnalité jusque là inconnue de la scène politique nationale.

A chaque fois se posent les limites d'une gestion des affaires collectives tant que les responsables nationaux ne sont pas à même de se forger un programme suffisamment cohérent pour répondre de manière positive et constructive aux difficultés du moment.

Quelle conclusion rapide tirée de ces événements très bien connus par la population et par les spécialistes des sciences sociales ? C'étaient toujours les actions de la foule qui ont été à l'origine des changements historiques de ces dernières décennies. Certes, cela cadre bien au paysage et à l'évolution de la démocratie. Mais un mouvement populaire relève toujours d'une psychologie collective, par définition affective et inconsciente, et évidemment limitée dans ses capacités et son pouvoir à jeter de manière durable les fondements d'une société nouvelle apte à dépasser les difficultés antérieures. Une Société Civile active ne peut être réduite à une foule mobilisée pendant les moments critiques des conflits politiques.

2- Les limites de la Société Civile à Madagascar s'inscrivent bien dans la sociologie politique du pays. En des termes simples, nous dirons que, bien que les différents acteurs aient été historiquement définis et désignés, il n'en reste pas moins que pour des raisons diverses, ils n'ont pas tenu les rôles que théoriquement on est en droit d'attendre de leur part pour jeter les bases des principes fondamentaux de la démocratie.

2a) – Au plan de la religion. Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'elle a toujours joué un rôle important dans le développement de la société politique en général. Ces dernières années, les religions monothéistes ont occupé une place importante dans les bouleversements divers qui ont marqué les sociétés du tiers monde. C'est le cas de la religion musulmane dans les pays Arabes qui depuis la fin du siècle dernier a pris la place des idéologies politiques traditionnelles. C'est le cas également de la religion chrétienne qui ces dernières années plus que jamais a acquis une place importante dans la vie socioculturelle et politique du pays. Les émissions religieuses ont fortement augmenté dans la production des stations FM, autant dans la capitale que dans les autres régions. Il n'y a pas d'événements politiques ces dernières années qui ne s'articulent à des manifestations religieuses. Les références bibliques sont légion au point de devenir des lieux communs dans les communications inter-individuelles. La religion est devenue un objet de consommation courante à Madagascar. Il reste à savoir si une telle inflation du fait religieux sert bien le développement du pays.

2b) – La religion, le développement et la dépendance extérieure :

En faisant une comparaison très rapide des actions menées par certaines confessions religieuses à Madagascar, nous pouvons faire le constat suivant

L'Eglise catholique est présente dans toutes les régions du pays. Elle intervient dans différents secteurs du développement. Elle met en œuvre différentes activités qui impliquent la communauté locale. D'une manière générale, l'approche et les objectifs cadrent bien avec les besoins de la population.

Il en est de même pour l'Eglise luthérienne. Depuis des décennies les actions en faveur des handicapés à Madagascar ont bénéficié d'un appui technique et financier croissant et important de la part de l'Eglise Norvégienne. Celle-ci est également présente dans le Sud Est du pays en matière de développement rural et agricole.

Par rapport à ces deux premières, l'Eglise protestante, malgré l'importance des financements privés dominicains en provenance des paroissiens, force est de constater qu'elle n'occupe qu'une place dérisoire dans le champ du développement. Le lycée Rasalama a été construit dans les années 50, et il n'a pas son équivalent depuis dans les autres provinces du pays. Les actions menées par l'Eglise protestante en matière de développement sont marginales.

Que conclure de cette comparaison très rapide ? Il est difficile, en dépit de l'importance de la religion, autant au niveau de la vie individuelle qu'au niveau de la société en général, et compte tenu de l'histoire récente du pays de trouver, et encore moins d'espérer une corrélation positive entre religion et développement de la société. Etant entendu que le développement inclut à la fois le politique, le social et le culturel.

Cela ne signifie point que la religion soit socialement ou humainement inutile. Cela signifie tout simplement qu'à Madagascar il n'est pas évident qu'elle aide l'individu ou la société à se prendre en charge. L'institution religieuse ne tient un rôle positif dans le pays que dans la mesure où elle est financièrement appuyée par des organismes intérieurs, et inspirée dans ses actions par des entités sur lesquelles les nationaux n'ont que très peu d'emprise. Là où l'extérieur, est absent, les actions des responsables nationaux et des membres de la communauté religieuse ne sont point convaincantes. Ce qui explique peut-être la prolifération des sectes ces dernières années et le rapport encore spécifiquement magique entre le croyant et la religion.

2c)- Au plan du savoir :

Il n'est point question ici de remettre en question tout ce qui se fait actuellement dans les Sciences Sociales ou ce qui a été fait dans le département de sociologie. Il est évident que tout ce qui y a été créé à sa raison d'être sur lequel il n'est pas du tout utile de revenir ici.

Mais si l'on s'accorde à reconnaître que l'acte enseignant est un acte fondamental dans le développement de la Société en général et de la Société Civile en particulier, il mérite analyse et réflexion quant à ses relations avec la mise en œuvre d'une meilleure gouvernance politique et économique.

L'enseignement des Sciences Sociales est encore fortement marqué par une dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Cette dépendance risque de s'amplifier si la fonction de l'enseignement au niveau supérieur se limitait à une simple sensibilisation des théories forgées et élaborées à l'extérieur. Certes, cette sensibilisation, d'ailleurs très intéressante, est assurée par des gens hautement diplômés. Mais, sa portée au plan du développement nous laisse cependant dubitatif. Dans la mesure où elle ne s'ouvre guère sur des perspectives d'orientation stratégique susceptibles de réduire sérieusement la pauvreté dont on parle tant ces dernières années.

A beaucoup d'égards, l'enseignant n'est qu'un simple représentant d'un savoir dont l'épicentre se trouve à l'extérieur. Il est rarement présent dans les débats relatifs au développement. L'idée, souvent évoquée selon laquelle ce sont les bailleurs de fonds qui décident en dernier lieu de l'avenir des jeunes nations est à la fois insuffisante et irrecevable. Le moins que l'on puisse dire c'est que l'élite nationale s'est comportée de façon telle que les projets de coopération sont dominants dans les politiques de développement actuel.

Certes, les ressources ne font pas défaut dans le pays, ni que les idées soient moins pertinentes ou moins incisives que celles qui sont émises par les organismes multilatéraux très en vogue actuellement. Mais, le fait que les principaux conseillers des affaires publiques actuellement viennent de l'extérieur, témoigne d'une certaine représentation sociale de l'intelligence nationale.

Mais, à bien réfléchir, posséder des ressources humaines ou matérielles n'a de sens que si celles-ci ont été réellement utiles, utilisées et valorisées dans le processus de développement. Or, jusqu'à maintenant l'implication des Sciences Sociales dans le débat sur le développement, et notamment en matière de propositions de stratégie, n'est pas évidente dans le pays actuellement.

C'est dire que le nombre de diplômés dispensés à ce jour semble ne pas suffire pour faire des Sciences Sociales des disciplines incontournables dans le débat sur la démocratie, ou bien sur les politiques du développement. Ce qui est bien dommage.

Il y a une approche qui reste à définir. Elle implique, à notre avis, plus de présence des Sciences Sociales en général et de la sociologie en particulier, dans les débats sur le développement. L'absence que nous avons notée jusqu'ici peut s'interpréter de différentes manières : ou bien le passage entre la théorie et la pratique du développement ne s'est pas encore fait dans l'université. Est-ce à dire que l'enseignant, à l'instar de l'association ou bien de l'Eglise locale n'a pas fait preuve de capacité d'intégration ou de capitalisation des acquis. Ou bien le système de formation en général évolue en marge de la société, ce qui laisse une marge d'actions trop importante à des initiatives d'origine extérieure, et qui bien entendu ne favorise point la responsabilisation de la communauté locale.

En réalité, la capitalisation ne se réduit pas à une simple assimilation : elle doit générer plus de créativité en fonction du milieu dans lequel évolue l'individu ou le groupe. Cette créativité est minime dans la mesure où le champ politique n'est pas encore un lieu de partage et de débats. Il est tout juste un lieu où beaucoup, pour ne pas dire trop de gens, espèrent accéder rapidement et facilement au pouvoir en tirant profit des circonstances diverses ou de certaines conjonctures historiques.

CONCLUSION

Le thème de ce colloque rappelons-le est la sociologie et le développement. Il devrait déboucher sur des perspectives de renforcement des capacités tant au niveau du département lui-même que dans les relations entre le département et l'extérieur. Nous avons évoqué rapidement certains acteurs de la Société Civile actuelle : les Organisations Non Gouvernementales, les Institutions Confessionnelles, les Sciences Sociales (en tant que discipline impliquées directement au processus du développement). Certes, les membres de la Société Civile ne se limitent pas à ceux-là. Mais, ce que nous avons tenu à souligner est simple : ces acteurs participent à un même mouvement dans le processus actuel de développement ou dans la spirale de la pauvreté dont on parle beaucoup, et qui est monnaie courante dans la vie des sociétés en développement.

Le cas de Madagascar est assez surprenant. Et, cette spécificité ne devrait pas laisser indifférente la sociologie. Madagascar figure parmi les pays qui ont beaucoup investi sur la formation de leurs ressortissants. Mais, l'un des handicaps majeurs de la démocratie, lorsqu'elle est appliquée au niveau local c'est-à-dire dans le cadre de ce que l'on appelle la mise en œuvre d'une décentralisation effective, est le niveau d'instruction très insuffisant des responsables élus et l'analphabétisme de la population.

Le pays s'est doté d'une assemblée nationale, mais ces dernières années des formations financées par différents bailleurs de fonds ont été organisées au bénéfice des députés. D'un côté, on a toujours besoin de formation toute sa vie. Mais de l'autre, organiser constamment des formations pour des personnes qui se sont portées candidats pour défendre l'intérêt de leurs électeurs n'est-ce pas un aveu d'inefficacité de notre système éducation et de formation.

De même, il y a de plus en plus de diplômés de l'enseignement secondaire, de plus en plus d'écoles primaires, et d'écoles secondaires privées, et d'institutions de formation privées agréées par l'Etat, mais beaucoup se plaignent du niveau des élèves, et rares sont les gens qui sont satisfaits de la production du système éducatif actuel.

Au niveau des médias, ces dernières années ils ont bénéficié beaucoup de liberté. En témoignent le nombre de journaux et de stations FM dans la capitale et les provinces. Mais dans ce domaine essentiel au développement de la démocratie, on a l'impression qu'encore une fois, l'on ne s'est pas montré à la hauteur de la liberté d'expression que d'autres ont mis des siècles à acquérir.

Et dans tout cela, où en est la sociologie ? Si la sociologie est censée s'occuper de la dynamique sociale et des faits sociaux, le fonctionnement de la Société Civile actuelle à Madagascar constitue à notre avis un terrain de réflexion important qui, fait surprenant, semble pour le moment laisser indifférent ses chercheurs.

Et cependant, la léthargie actuelle dont souffre la Société Civile qui inclut évidemment la sociologie comme nous l'avons souligné plus haut, est un sujet fondamental. Et nous sommes tentés de croire que l'absence des sciences sociales et de la sociologie dans les différents débats sur la société est significative du rapport entre l'élite nationale, le savoir et le développement.

Le savoir est-il juste destiné à faire vivre ses gens, (à l'instar de ceux qui construisent des Institutions de Formation ou des écoles privées), ou peut-il devenir véritablement un outil de changement social dans un monde comme Madagascar, où heureusement la question de liberté d'expression ne se pose plus, et où les marges de manœuvre des individus ne sont pas gênées par de conflits ethniques comme dans certains pays africains.

A voir comment évoluent les choses au cours de ces quatre dernières décennies, l'accès à la démocratie n'est d'aucune utilité s'il n'y a pas mobilisation intellectuelle. De même il ne peut y avoir de mobilisation sociale et de responsabilisation des membres de la communauté, s'il n'y a pas au préalable une mobilisation intellectuelle sérieuse. L'histoire de ces dernières années est plutôt marquée par une démarche inverse. Il y a eu des mobilisations sociales qui ont conduit la foule à déboulonner le pouvoir en place. Mais elles n'ont pas été précédées ni suivies par des idées émanant de tous ceux qui sont censés capables de réflexion dans le pays.

Nous pensons que ce qui vient d'être dit ici intéresse à la fois la sociologie politique, la sociologie des organisations, la sociologie de l'éducation et la sociologie du travail.